

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2015

Volume XVI

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LA PROLONGATION DU SOMMET MONDIAL SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

AU-DELÀ DE 2015

PAR

JEAN-LOUIS FULLSACK (*)

LA POURSUITE D'UNE LONGUE DÉMARCHE

Comme prévu, le cours régulier du processus de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) prendra fin en 2015. Cela étant, replacé par ses protagonistes dans le cadre plus large et plus « porteur » des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), dont l'échéance est elle aussi en 2015, il a profité de la prolongation post-2015 de ces derniers sous l'appellation Objectifs de développement durable (ODD) pour justifier sa propre poursuite au-delà de 2015.

Il revenait alors à la Manifestation de haut niveau SMSI+10, organisée à Genève en juin 2014 par l'Union internationale des télécommunications (UIT) (1), l'agence faîtière des Nations Unies du SMSI, d'élaborer les documents programmatiques pour cette nouvelle phase. A savoir la « Déclaration du SMSI+10 sur la mise en œuvre des résultats du SMSI » et la « Vision du SMSI+10 pour l'après-2015 » (2). Pour l'essentiel, leurs principes conduisent à identifier « *les grandes orientations du SMSI* » plutôt qu'à élaborer une véritable feuille de route sur la base d'un bilan documenté des objectifs majeurs du Plan d'action de Genève et de l'Agenda de Tunis et des évolutions technologiques et sociétales récentes. Un programme qui n'accrédite guère la décision de continuer le processus du SMSI au-delà de 2015 et qui confirme notre scepticisme déjà exprimé l'an passé (3). A ce dernier s'ajoute une déception croissante d'une grande partie de la société civile, en particulier des organisations des pays en développement.

(*) Directeur adjoint honoraire de France Télécom et Président du Centre d'études sur la synergie inter-réseaux (CESIR), accrédité au Sommet mondial sur la société de l'information.

(1) Il est à noter que l'UIT avait unilatéralement décidé de tenir ce High Level Event en avril à Sharm el Cheikh, mais l'instabilité de l'Egypte a eu raison de ce projet à tout le moins irréfléchi.

(2) Cf. le site Internet www.itu.int/wsis/implementation/2014/foruminc/doc/outcome/362828V2F.pdf.

(3) Jean-Louis FULLSACK, « Peut-on (encore) sauver le Sommet mondial sur la société de l'information ? », *Annuaire français des relations internationales*, vol. XV, 2014, pp. 801-816.

Nous nous posions, en effet, la question : peut-on – encore – sauver le Sommet mondial sur la société de l'information ? En raison de son médiocre bilan, nous avons alors conclu, que ce Sommet devait s'achever au terme fixé par la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015 ! « à moins que les propositions novatrices telles que celles d'Adama Samassékou (4), complétées par d'autres contributions comme celle du Brésil, soient retenues et qu'une nouvelle dynamique soit impulsée par une équipe d'organisateur innovante, qui ouvre le Forum au monde associatif (dont les syndicats), aux professionnels des technologies et des médias, aux chercheurs, aux sociologues et aux économistes. Une telle ouverture est une condition indispensable pour les approches transverses et interdisciplinaires, inhérentes aux problématiques complexes que posent l'évolution des technologies et leur dissémination par rapport à leur appropriation par les utilisateurs, leur adéquation aux besoins des sociétés humaines, des acteurs économiques et des institutions, leur compatibilité environnementale, et tout particulièrement, leur véritable contribution au développement ».

La décision des organisateurs de poursuivre le SMSI dans une nouvelle phase nous interpelle dès lors sur l'engagement et la contribution de la société civile qui, jusque-là, en a été un acteur-clef (5). Nous essayons donc d'examiner le rôle et l'action de la société civile dans le processus de suivi du SMSI (2005-2014) afin d'évaluer son intérêt et son utilité dans la nouvelle phase du SMSI.

Les positions et activités de la société civile dans le processus du SMSI dans deux cadres thématiques particuliers conduisent à deux constats très différenciés, pour ne pas dire contrastés : le processus du SMSI dans sa nouvelle phase et la gouvernance de l'Internet.

LE PROCESSUS DU SMSI ET SA NOUVELLE PHASE

Le Plan d'action de Genève du SMSI (2003) avait défini ses objectifs sous onze « lignes d'action » (LA) sans toutefois les quantifier, ni en indiquer les priorités ni leur financement. Les documents de la Manifestation de Haut Niveau SMSI+10, censés décrire le contenu programmatique de la nouvelle phase du SMSI, se contentent donc d'un inventaire et d'un relevé de « *success stories* » perpétuant ainsi les pratiques courantes d'autocélébration des Forums annuels. On évacue ainsi tout bonnement les échecs dont on aurait pu apprendre pour la suite, au grand regret des organisations non gouvernementales (ONG) des pays en développement.

(4) Ancien président du Comité préparatoire du SMSI de la phase de Genève, il est président du Réseau MAAYA (Réseau mondial pour la diversité linguistique, maaya.org/spip.php?article28) et président du Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (CIPSH).

(5) Cf. Divina FRAU-MEIGS, « La société civile au SMSI : vers une militance de catalyse ? », et Jean-Louis FULLSACK, « Les agences de l'ONU et la société civile », in Michel MATHIEN (dir.), *Le Sommet mondial sur la société de l'information et « après » ?*, Bruylant, Bruxelles, 2007.

Les propositions d'Adama Samassékou au Forum 2013 (Plénière WSIS+10 Visioning) avaient été bien accueillies par la société civile (SC). Elles préconisent : d'impulser une triple dynamique, inter-régionale, régionale et nationale au SMSI ; un développement humain durable, un cyber espace multiculturel et l'organisation d'un Sommet mondial sur le multilinguisme en 2018 ; une Charte globale éthique pour garantir l'usage exclusif des technologies de l'information et de la communication (TIC) « *pour les Hommes et la Terre* », les partenariats multi-acteurs (PMA) plutôt que les partenariats publics privés (PPP) ; des groupes de travail agrégeant plusieurs Lignes d'action pour réfléchir sur les objectifs mieux ciblés de la future phase du SMSI ; un Forum annuel sur l'Afrique (évaluation des réalisations) ; et une réflexion sur les mécanismes de financement des objectifs futurs du SMSI (suggestion : un Fonds mondial du numérique).

Elles ont cependant provoqué une réaction peu amène et peu « fraternelle » du Secrétaire général de l'UIT, Hamadoun Touré, et ont été oubliées dans les documents préparatifs à la future phase du SMSI. Une déception de plus pour la SC qui ne peut qu'ajouter à la diminution régulière de ses représentants au SMSI (6) et, par conséquent, une baisse notable de ses contributions.

Pour cette phase, les agences onusiennes coordinatrices des Lignes d'action et l'UIT entendent arrimer davantage leurs réflexions et propositions aux Objectifs du développement durable (*Sustainable Development Goals* ou SDG, déclinaison future des *Millenium Development Goals* ou MDG) et au Sommet de la Terre (Rio+10). Cependant, cette démarche ne pourra être productive qu'à condition d'être conduite par une agence onusienne plus « diversifiée » et plus ouverte à la société que l'UIT (7).

La SC pourrait être motrice dans cette démarche à condition de revenir à son engagement initial et à son fonctionnement (groupes de travail, coordination, Plénière), mais surtout à ses interventions et contributions dans les Plénières intergouvernementales. Depuis huit ans, il n'y a plus eu d'assemblée générale (« Plénière ») de la SC, donc aucun débat autre que les échanges de courriels sur les diverses listes. Plus révélateur, la liste *wsis-cs.org*, qui était le trait d'union entre ONG participant au SMSI et lieu d'échanges public, n'a plus d'existence depuis plus de sept ans. Pire, aucune liste valable n'a pu se constituer parmi les organisations de la SC autour des problématiques soulevées par le processus SMSI+10.

En conclusion, on ne peut que déplorer l'érosion continue du nombre de participants, notamment de la SC. Elle est la conséquence de la baisse notable d'intérêt dans le cours du SMSI sans inspiration, sans tonus

(6) Le Forum du SMSI 2013 avait à peine réuni un millier de participants, dont près d'un tiers de représentants de la SC.

(7) *A priori*, on pense à l'UNESCO, mais cette agence onusienne connaît des difficultés, notamment financières et organisationnelles ; le PNUD reste une alternative envisageable.

(absence de débats contradictoires et « solutionnisme » numérique (8) comme *leitmotiv* des discours répété *ad nauseam*), sans dynamisme et sans souffle. A celle-ci s'ajoute l'absence du SMSI dans l'actualité des médias de toute nature, un comble pour un tel Sommet ! A défaut d'une improbable nouvelle dynamique, il ne reste qu'un faible espoir de retrouver une SC engagée, inventive et contributive, mais pourtant plus que jamais indispensable pour conférer à la nouvelle phase un minimum d'efficacité, voire de crédibilité.

LE FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET

Le Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) est le seul fruit du SMSI qui montre une activité régulière, rythmée qu'elle est par les Forums multipartenaires annuels. L'année 2014 a été particulièrement fertile dans ce cadre.

La SC avait réagi fortement contre l'espionnage de masse pratiqué par le gouvernement étatsunien avec le consentement des grandes sociétés de l'Internet, toutes étatsuniennes (les « Big Five » : Apple, Google, Microsoft, Facebook et Cisco), et mobilisé ses troupes sur ses listes. Cependant, rapidement une divergence s'est faite jour sur la perception réelle du scandale de la National Security Agency (NSA) et ses impacts sur les pays, entreprises et personnalités du monde (9). Cette divergence a abouti à une contestation, de plus en plus marquée par une partie de la SC, du partenariat multi-acteurs ou PMA (*multistakeholder partnership* ou MSH en anglais) dans la gouvernance de l'Internet, eu égard à la disproportion écrasante en termes d'influence et de pouvoir entre les multinationales de l'Internet et les organisations de la SC. Or le PMA est le Graal du SMSI, la préfiguration de la gouvernance mondiale dans l'ère de l'Internet selon ses évangélistes généralement adeptes du « moins d'Etat », qui s'activent sur les tribunes et dans les coulisses du SMSI.

L'attitude pour le moins complice vis-à-vis du gouvernement américain de l'International Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) – qui n'a pas élevé la moindre critique contre ce pays en la circonstance – a accentué les divergences constatées plus haut au sein de la SC et généré une véritable scission, l'argument central étant le PMA. On trouve ainsi très schématiquement deux camps. Le premier, « conservateur » majoritaire, adepte inconditionnel du PMA comme mode de gouvernance et relativement satisfait du *statu quo*, comporte une composante influente plus ou moins liée professionnellement – dont des universitaires –, voire financièrement au domaine très vaste de l'Internet. Ce camp est mené par les acteurs principaux, en grande part *leaders* autoproclamés, regroupés

(8) Cf. Evgeny MOROZOV, *Pour tout résoudre, cliquez ici ! L'aberration du solutionnisme technologique*, Editions FYP, 2014.

(9) Cf. Michel MATHIEN, « Affaire Snowden : la surveillance globale interpelle la confiance entre les Etats ! », *Annuaire français de relations internationales*, vol. XV, 2014, pp. 791-800.

autour du réseau BestBits (10), et tente de contrôler l'Internet Governance Caucus (ICG) (11), interlocuteur *de facto* du FGI. Le second, « progressiste », refuse de considérer qu'une société privée – et *a fortiori* une multinationale – puisse avoir un pouvoir égal à un gouvernement pour décider du mode de gouvernance de l'Internet et il s'oppose donc résolument au PMA. Ce camp met en avant la démocratie, les droits de l'homme et la justice sociale dans la problématique de la gouvernance de l'Internet. Plus tourné vers le monde en développement ou émergent, il compte principalement des organisations « de base » de la société civile (notamment les « communautaires »), ainsi que des universitaires et chercheurs, y compris nord-américains. Il est fédéré au sein de la JustNet Coalition (12) et animé par une demi-douzaine d'acteurs historiques du SMSI (13). Entre ces deux groupements de la SC, on peut situer l'Association for Progressive Communications (APC), qui a joué un rôle important au cours de la phase officielle du SMSI (2002-2005) et prône un PMA démocratique et participatif...

L'unité de la SC est ainsi sérieusement mise à mal. Les discussions sur les listes respectives reflètent ces divergences fondamentales qui, à terme, sont préjudiciables à tout compromis en vue d'une position commune sur des problèmes de fond. D'autres lignes de séparation apparaissent, transverses aux deux camps évoqués, telles que celles qui s'affichent entre libertaires et autorégulateurs, d'une part, souverainistes et régulateurs, d'autre part. C'est dans ces conditions de division que la SC a abordé les grands rendez-vous mondiaux de 2014 sur la gouvernance de l'Internet que nous présentons par ordre chronologique.

Le premier a été NETmundial à São Paulo (Brésil) en avril 2014. Il avait été décidé par Dilma Rousseff, la présidente du Brésil, suite à son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2013 dans lequel elle mettait en cause les Etats-Unis pour l'espionnage de masse illégal, pratiqué par la NSA à travers l'Internet avec la connivence des grandes sociétés américaines du domaine (14). Plusieurs milliers de délégués des parties prenantes concernées (Etats, organisations internationales, secteur privé et société civile) y ont discuté de l'avenir de la gouvernance de l'Internet à la lumière des graves atteintes portées par l'intrusion scandaleuse de la NSA.

De son côté, pour préparer cet événement inscrit dans le processus général des FGI, la France a organisé son premier Forum national (15) en

(10) Cf. le site Internet bestbits.net/about/.

(11) Groupe de travail de la SC constitué dès le début du SMSI pour la réflexion sur les problématiques de l'Internet et les propositions de la SC dans ce domaine aux documents officiels du SMSI.

(12) Un ensemble d'ONG et de personnes qui se sont engagés sur la base de la Déclaration de Delhi. Cf. le site Internet justnetcoalition.org/delhi-declaration.

(13) Dont Parminder Jeet Singh (ICT4 Change, Inde), Michael Gurstein (CIResearchers et Université de Vancouver) et Louis Pouzin (Eurolinc, France).

(14) Cf. M. MATHIEN, *op. cit.*

(15) Cf. le site Internet www.zdnet.fr/actualites/netmundial-la-reforme-de-la-gouvernance-du-net-deja-faussee-39800279.htm.

mars 2014, à l'initiative de Bertrand de la Chapelle, membre du Conseil d'administration de l'ICANN. Cela peut surprendre à priori, d'autant que – comme le mentionne ZDNet – c'est tout le « *comité d'organisation* [qui est] *très icannisé* », alors que « *le gouvernement en est absent* » et qu'« *une partie de la société civile en a été éjectée* ». En même temps, Bertrand de la Chapelle est un des plus ardents défenseurs du PMA dans le processus du SMSI et du FGI. Et ce n'est pas le seul paradoxe de ce FGI-France autoproclamé. L'association Eurolinec déplore que « *la conséquence* [de ce FGI national] *est que le projet 'français' est maintenant piloté par une majorité favorable au modèle actuel ou impliquée directement ou économiquement dans son fonctionnement* ». De ce fait, la SC française, pourtant très active et respectée dans les FGI mondiaux annuels et au niveau européen (Eurodig), était mal préparée pour faire entendre sa voix au NETmundial et contribuer à ses travaux !

Quant à la SC internationale rassemblée à São Paolo, elle fondait de grands espoirs sur NETmundial notamment à la suite du discours très critique de la présidente Dilma Rousseff à l'encontre des Etats-Unis (16). Une bonne partie de ses représentants en est repartie profondément déçue, car ce forum – qui devait « désaméricaniser » l'Internet – a été, lui aussi, en grande partie piloté – ou manipulé selon certains – par l'ICANN et ses supports et a produit une Déclaration qui a adouci, voire omis, les problèmes majeurs de la gouvernance de l'Internet (17). Ainsi, la considération d'Internet comme un « bien public », chère à la majorité des ONG qui l'ont défendue dans leurs contributions, est totalement absente du document final *NETmundial Multistakeholder Statement* (18).

La SC est sortie traumatisée de cet espoir déçu qui a exacerbé ses divergences et cristallise désormais ses antagonismes. Non seulement le principe du partenariat multi-acteurs est central à cet antagonisme, comme évoqué plus haut, mais désormais le consensus sur les principes – qui fondent pourtant une grande partie des organisations de la SC – comme la qualification de l'Internet comme « bien public », la référence à la démocratie, à l'équité et à la justice sociale dans la gouvernance de l'Internet sera encore plus difficilement atteint. Cela n'empêche pas APC de saluer les résultats atteints grâce au PMA et donc le succès de NETmundial, qui augurent bien, selon elle, du FGI annuel que la Turquie devait organiser en septembre 2014. Or ce pays pose des problèmes récurrents en termes de gouvernance de l'Internet à la société civile, en tout premier lieu à la SC turque.

(16) Cf. le site Internet www.theguardian.com/world/2013/sep/24/brazil-president-un-speech-nsa-surveillance.

(17) Cf. la réaction d'APC, une ONG internationale, pourtant modérée, sur la page Internet www.apc.org/en/news/civil-society-closing-statement-netmundial-2014.

(18) Cf. le site Internet netmundial.br/wp-content/uploads/2014/04/NETmundial-Multistakeholder-Document.pdf.

Le FGI annuel s'est déroulé du 2 au 5 septembre 2014 à Istanbul et a marqué son originalité en se voulant à la fois le Forum régulier, 9^e du rang, et une suite de NETmundial. Un certain nombre d'incidents, techniques, politiques (censure, blocage de sites) et procéduraux, ne facilitent pas ses travaux, mais les responsables du FGI ne protestent guère et aucune manifestation « alternative » ou de solidarité n'a lieu dans l'enceinte du Forum. La SC présente réussit à échanger utilement et à nouer des contacts avec les organisations de la SC turque. L'originalité de ce FGI réside aussi dans la tenue, en parallèle, de l'Internet Ungouvernance Forum (19), une sorte de « FGI off », organisé par l'université privée Bilgi et qui s'adresse « à ceux [parmi nous] qui demandent un Internet libre, sûr et ouvert pour le peuple ». On ne trouve malheureusement pas d'informations sur d'éventuels échanges informels – ni *a fortiori* formels ! – « Inter-Forums ».

Le site de la Fondation Heinrich Böll – proche du parti des Verts en Allemagne – en donne un compte rendu intéressant (20). On peut le résumer comme suit : le FGI a laissé en suspens les réponses aux questions les plus urgentes et a ignoré la perte de confiance à l'échelle mondiale dans l'infrastructure de l'Internet ou la recomposition d'une administration d'adresses de l'Internet. Cependant, le FGI a rempli son devoir en tant que lieu du dialogue et de rassemblement d'un nombre exceptionnel de participants, dont une partie importante de la SC, venant du monde entier (2 200 participants selon les organisateurs, dont 800 de la SC). Jacob Appelbaum, chercheur américain et militant reconnu de l'Internet invité au « FGI off », a qualifié le FGI de manifestation la plus déprimante à laquelle il a assisté. Les avis de représentants de la SC de certains pays du « Sud » ont été moins sévères car ils ont pu s'exprimer librement et assister à des débats sur la liberté d'expression sur l'Internet, impossibles à envisager chez eux. Finalement, ce Forum n'a pas rempli les attentes de la SC d'un progrès dans les thèmes ou travaux abordés à NETmundial et repris en son sein.

L'INTRUSION DU FORUM ECONOMIQUE MONDIAL

Juste avant l'ouverture du FGI à Istanbul, le Forum économique mondial (FEM ou *World Economic Forum*, dit WEF), qui rassemble les plus grands acteurs économiques et financiers de la planète – dont une bonne partie du domaine des TIC et de l'Internet – avait annoncé, de manière unilatérale, le lancement de son Initiative NETmundial (NETmundial Initiative ou NMI) (21) et invité la SC à la rejoindre. La majorité de cette dernière, engagée dans le SMSI et plus particulièrement dans le processus

(19) Cf. le site Internet iuf.alternatifbilisim.org

(20) Cf. le site Internet www.boell.de/de/2014/09/08/internet-governance-forum-planlos-zeiten-des-umbruchs.

(21) Cf. le site Internet www3.weforum.org/docs/WEF_1NetmundialinitiativeBrief.pdf.

des FGI et rassemblée dans le Groupe de coordination de la SC (CSCG) (22), ainsi que dans Just Net Coalition (JCN), est décontenancée, surprise par cette soudaine « vocation » pour la gouvernance de l'Internet, venant de la part de l'organisation emblématique du monde économique et financier, notoirement néolibérale et qualifiée par la SC de « Club des 1% » – son vivier étant symboliquement le 1% de la population mondiale la plus riche. Seule JCN réagit immédiatement en mettant en garde l'ensemble de la SC contre les nombreux biais introduits par cette « Initiative » qui a mis la main sur le « logo » de NETmundial. Il s'avérera que cette « récupération » a été possible par le ralliement à l'initiative du FEM du Comité directeur sur l'Internet brésilien (CGI.br), co-organisateur du NETmundial à São Paulo.

Ainsi, le pays gouverné par le « Parti des travailleurs », à l'origine du Forum social mondial créé « *comme une alternative sociale au Forum économique mondial* » (Wikipedia), s'est associé à ce rival dans ce qui apparaît à une partie de la SC comme une véritable démarche d'« externalisation » de la gouvernance par le FGI au profit de NMI. Les ONG coalisées dans la JCN déplorent un remplacement rampant d'un processus onusien – pour lequel l'ensemble de la société civile engagée au sein du SMSI s'est battu – au profit d'un organisme mondial purement économique et financier. Elles demandent au CGI.br de se retirer de NMI. Néanmoins, la majorité des ONG, regroupées dans le CSCG, et des personnalités africaines actives sur les listes de discussion, apportent leur soutien à l'initiative du FEM, non sans spéculer sur un meilleur avenir pour certains, le FEM disposant de moyens financiers de « soutien » plus prometteurs.

CONCLUSION : LA SOCIÉTÉ CIVILE A RECONSIDÉRER

La lente et longue dégradation de l'engagement de la société civile dans le processus du SMSI a généré une érosion continue de sa participation. L'absence de débats en son sein à travers les Plénières contribue en partie à cette érosion. Cette dernière est accentuée principalement par le cours sans dynamique propre et sans débats contradictoires sur les problématiques sociétales majeures qu'imprime l'UIT depuis le début du SMSI. Par conséquent, une partie importante de la société civile s'interroge sur l'intérêt de prolonger la démarche au-delà de 2015. Les organisateurs de cette nouvelle phase du SMSI devront donc la justifier par une ouverture et une dynamique nouvelles... et en convaincre la société civile.

La présence de la société civile et son engagement dans la gouvernance de l'Internet ont été beaucoup plus constants, comme le montrent sa participation et sa contribution aux neuf FGI qui se sont succédé depuis 2005. Cela tient à l'enjeu plus perceptible, aux pratiques illégales de tout

(22) Le CSCG est un groupe d'organisations de la SC impliquées dans la gouvernance de l'Internet. Il comprend l'Association for Progressive Communications (APC), Best Bits, Civicus, Diplo Foundation, Internet Governance Caucus (IGC) et le Non Commercial Stakeholder Group (NCSG) de l'ICANN.

genre et à l'asymétrie de sa gouvernance – son tropisme étatsunien –, qui tient en veille les organisations de la société civile. Malheureusement, au fil du temps, les dissensions par rapport à l'analyse de ces pratiques et aux réponses à apporter se sont transformées en divergences pour devenir une profonde division entre membres de la SC à la suite de la « récupération » par le Forum économique mondial de NETmundial. Ainsi, on a atteint une situation quasi conflictuelle, laquelle nuira gravement à la cohésion de la société civile et aura pour effet de réduire sensiblement son potentiel contributif aux travaux sur la gouvernance de l'Internet conformément à l'esprit de sa Déclaration de Genève. Or rien ne saurait être plus grave qu'une société civile fragilisée et divisée dans le difficile cheminement vers un Internet vraiment au service de tous et respectueux des droits de chacun.